

LA RECOMPOSITION DES DROITES NATIONALISTES ET RADICALES EN EUROPE

Jean-Yves Camus

Gallimard | « Le Débat »

2015/2 n° 184 | pages 95 à 100

ISSN 0246-2346

ISBN 9782070148899

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-le-debat-2015-2-page-95.htm>

!Pour citer cet article :

Jean-Yves Camus, « La recomposition des droites nationalistes et radicales en Europe », *Le Débat* 2015/2 (n° 184), p. 95-100.

DOI 10.3917/deba.184.0095

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Jean-Yves Camus

La recomposition des droites nationalistes et radicales en Europe

En mai 2014, les élections au Parlement européen ont été l'occasion pour de nombreuses formations cataloguées d'une manière souvent hâtive comme appartenant à l'« extrême droite » de se présenter au suffrage des électeurs. L'objet même du vote, cette Europe honnie par des partis hétéroclites mais assurément tous nationalistes, ainsi que l'utilisation du scrutin proportionnel qui laisse un espace aux formations émergentes ou de marge expliquent ce fait. L'analyse médiatique des résultats a insisté sur la « poussée », la « montée », voire le « triomphe » de l'extrême droite. Si les bons, voire les très bons résultats de celle-ci sont incontestables, il ne faut pas ignorer que les élections européennes ont été marquées par une abstention très importante, dépassant les 60 % dans treize pays sur vingt-huit, avec une mobilisation beaucoup plus faible en Europe centrale et orientale qu'en Europe de l'Ouest. Or, il semble que l'électorat des formations nationales-populistes, tout comme en France celui du Front national lors des élec-

tions législatives partielles, se mobilise mieux que celui des formations sociales-démocrates, libérales ou conservatrices. Ce mouvement est encore amplifié par les effets mécaniques d'un mode d'élection très particulier : une décision du Conseil européen de 2002 impose en effet l'usage de la proportionnelle et limite le seuil de représentation, quand un État en impose un, à 5 %. L'éparpillement des sièges et la percée des petites formations s'en trouvent facilités. En Allemagne, par exemple, la Cour constitutionnelle a même décidé qu'il n'y aurait aucun seuil de représentation, contrairement aux élections nationales où il faut obtenir 5 % des voix pour entrer au Bundestag. Au vu des résultats du 25 mai, les souverainistes d'Alternative für Deutschland (7,04 %) auraient franchi la barre permettant d'acquérir une représentation nationale mais pas le parti néo-national-socialiste NPD (1,03 %). Si celui-ci envoie un représentant à Strasbourg alors qu'il n'a jamais siégé au Parlement allemand, c'est avec seulement 300 815 voix,

constatation qui réduit énormément l'ampleur du phénomène néo-nazi outre-Rhin. On le voit, les résultats de l'extrême droite aux élections européennes de 2014 doivent être interprétés avec prudence, ce d'autant plus qu'il est peu sérieux d'extrapoler les résultats d'une élection de second rang comme les européennes vers un scrutin présidentiel ou législatif. Le vote du 25 mai 2014 a toutefois confirmé le mouvement, entamé dès les années 1980, par lequel la carte de l'ensemble des droites européennes s'est progressivement redessinée. Les trois grandes familles de partis du consensus démocratique (conservatrice, libérale et démocrate-chrétienne) sont désormais concurrencées électoralement par les diverses nuances du nationalisme ethnocentriste radical, naguère situées en dehors du *mainstream* pour des raisons morales découlant de l'édiction du fascisme, du nazisme et des régimes autoritaires supposés proches d'eux en *figures du mal absolu*.

Les étiquettes de « populistes », « souverainistes », « eurosceptiques », voire « néo-fascistes » et « néo-nazis » sont à tort utilisées comme quasi synonymes par des observateurs qui cherchent à décrire une « extrême droite » dont les contours ne sont jamais définis précisément. C'est cette lacune que nous allons tenter de combler. Mais, d'abord, une remarque s'impose : les partis du *mainstream* conservent au Parlement une très large majorité puisque sur 751 sièges les groupes PSE, ALDE et PPE disposent de 479 élus. S'il s'agit bien d'une perte par rapport au Parlement précédent, les nationaux-populistes n'en profitent que partiellement : la gauche radicale (groupe GUE) progresse alors que le FN et ses alliés de l'Alliance européenne pour la liberté n'ont pas réussi à former un groupe parlementaire en raison de divergences tactiques et d'incompatibilités

idéologiques, notamment entre les frontistes et les néo-fascistes du Jobbik hongrois comme de l'Aube dorée. Ce sont, en fait, les souverainistes et les eurosceptiques de droite qui sont les vrais gagnants de cette élection, avec 116 sièges au total, des percées spectaculaires en Allemagne et Grande-Bretagne ainsi qu'une victoire d'image, puisque l'UKIP a réussi à former le groupe Europe de la liberté et de la démocratie. Les 48 députés représentant les droites nationales-populistes ou radicales ne pèsent donc que peu sur le rapport de forces au Parlement, dont ils entendent avant tout faire une caisse de résonance de leurs agendas politiques nationaux puisque, contrairement aux affirmations de Marine Le Pen, ils ne peuvent absolument pas « démanteler l'Union européenne de l'intérieur ».

Le véritable enjeu de ces élections était interne à la grande famille des droites européennes et concernait les équilibres entre les sensibilités conservatrice, libérale et démocrate-chrétienne, d'un côté, et la sensibilité nationaliste, populiste et identitaire, de l'autre, dans la diversité de ses variantes. Chacun de ces termes doit être explicité. Par « nationaliste » nous entendons : qui considère l'État-nation comme le seul échelon de la décision politique possédant une légitimité démocratique et représentant le peuple, alors que les droites du consensus admettent le principe d'une souveraineté supranationale. Par « identitaire », nous désignons ces mouvements qui réfutent, totalement ou en partie, la notion contractuelle de la citoyenneté ainsi que le caractère positif du multiculturalisme auquel ils opposent l'ethno-différencialisme. Considérant le peuple comme une entité organique à laquelle l'individu se rattache par l'hérédité, la culture, l'enracinement et, exceptionnellement, par l'assimilation totale, les droites identitaires ont sur l'avenir des institutions européennes des opinions

divergentes mais partagent cette spécificité (qu'on retrouve dans la Ligne du Nord en Italie, le Vlaams Belang en Belgique et le FPÖ en Autriche) d'être favorables à une Europe des régions ou des ethnies. Enfin, un « populiste » est quelqu'un qui croit en la capacité naturelle du peuple à déterminer ce qui est de son intérêt. Il en résulte que le peuple serait naturellement clairvoyant, au contraire des élites qui, par nature et par intérêt, seraient « dévoyées ». La démocratie directe devrait donc être préférée, comme système de gouvernement, à la démocratie représentative. Si ces diverses caractéristiques ne sont pas établies, on peut parler de « style populiste » mais certainement pas d'idéologie populiste.

Cela posé, tentons d'établir une typologie (non exhaustive) des droites qui se sont présentées à cette élection. La définition de sous-familles de l'« extrême droite », comme d'ailleurs de la droite tout court, est devenue un exercice nettement plus compliqué que dans les deux décennies précédentes. On ne peut que constater l'éclatement des catégories classiques (libéraux, démocrates-chrétiens, conservateurs, extrême droite nationaliste), la volatilité et la mobilité croissantes des électeurs et la fin de la polarisation des systèmes politiques là où elle structurait encore le vote (Autriche, Hollande, dans une certaine mesure Belgique). Le scrutin européen introduit, en outre, une infinie palette de positionnements des droites sur la question de la nature, de la compétence et de l'orientation politique des institutions européennes. Ainsi la volonté de certains partis de voir leur pays quitter l'Union européenne n'est pas en elle-même suffisante pour établir une quelconque « preuve » d'extrémisme. Les Britanniques de l'UKIP représentent une tradition anti-européenne qui a existé au sein du parti conservateur depuis avant l'adhésion bri-

tannique de 1973. Chez les Tories, des groupes comme le Monday Club ont, dès les années 1970, énoncé, comme le député Enoch Powell, une vision très négative de l'immigration qui perdure chez les souverainistes. Les Allemands d'Alternative für Deutschland (AfD) ont fait campagne prioritairement sur la sortie de la zone euro et sur la question, devenue centrale partout en Europe, de « l'égoïsme de la dette » : il s'agit, dans les pays du Nord en particulier, de contester toute prise en charge des déficits publics des pays du Sud européen, si besoin en culturalisant le problème, par une mise en opposition des cultures de l'effort, de la productivité et de la rigueur avec celles de la corruption, de la paresse et du parasitisme social. Une partie de l'électorat AfD provient donc des déçus de la CDU-CSU, hostiles de surcroît à l'affirmation, par la chancelière Angela Merkel, de la nécessité d'augmenter l'immigration. En France, Debout la République (DLR) se réclame de la tradition gaulliste. Les thèmes de la démocratie directe et de la critique des élites, de la nécessaire maîtrise de l'immigration, du renforcement de l'identité nationale, voire la critique du multiculturalisme ont pu trouver un écho au sein de ces mouvements. Toutefois, leur différence de nature avec la droite extrême tient à leur histoire et à leurs propositions : réduire l'immigration de 50 % (hors étudiants), comme le propose DLR, n'équivaut pas, comme le veut le Front national, à la stopper et à établir dans notre droit la priorité nationale, de même qu'abandonner l'euro (programme de DLR et AfD) n'est pas synonyme de quitter l'Union européenne. Dans cette famille des conservateurs eurosceptiques, on peut classer aussi les Luxembourgeois du Parti réformiste d'alternative démocratique (ADR, avec son slogan « Moins d'Europe, plus de Luxembourg »), le nouveau parti espagnol VOX, dirigé par l'ancien élu du Partido

Popular Alex Vidal-Quadras, et le Partido da Nova Democracia, issu du PP portugais. Que la question européenne soit au cœur de leur programme est bien démontré par l'attitude des Grecs indépendants du député Pannos Kamennos, exclu de Nouvelle Démocratie, qui ont formé en janvier 2015 avec Syriza un gouvernement de coalition baroque, dans lequel le national-conservatisme eurosceptique rencontre la gauche anti-austérité, avec des accents nationalistes communs mais des divergences fondamentales sur l'immigration, la société multiculturelle et le rôle de l'Église orthodoxe.

À l'autre bout du spectre des droites, le plus simple et le plus clair reste la détermination des partis néo-fascistes, néo-nazis et/ou racialisés. Les 22 et 23 mars 2014 à Kirchheim en Allemagne, certains se sont retrouvés lors d'une conférence intitulée « Vision Europa ». Outre l'organisateur, le NPD, y ont participé le British National Party (BNP : un eurodéputé), l'Aube dorée, le Parti tchèque des travailleurs pour la justice sociale (DSSS) et des groupuscules ne se présentant pas aux européennes (Svenskarnas parti ; PNOS suisse ; néofascistes italiens de Casa Pound ; les Ukrainiens du parti Svoboda et du groupe paramilitaire Pravyi Sektor s'étant vus refuser leur visa). On peut rattacher à cette famille le Jobbik hongrois, les Bulgares d'Ataka, les Chypriotes d'ELAM (Front national du peuple, liste menée par Mario Vassiliou), qui sont une déclinaison locale et panhellénique de l'Aube dorée, et aussi le Parti du peuple Notre Slovaquie, dont le dirigeant Marian Kotleba est depuis 2013 gouverneur de la région de Banka Bystrica. À l'exception de la Grèce et de la Hongrie, cette sous-famille radicale constitue un phénomène en voie de marginalisation, privilégiant les candidatures de témoignage dont le résultat est inférieur à 1 % des voix : au Portugal,

avec le Parti national renouvateur, et en Espagne, avec les différents groupes phalangistes nationaux-syndicalistes (Falange de la JONS ; la Falange-España en marcha), post-franquistes (Democracia Nacional), carliste-traditionaliste catholique (Impulso social) ou nationaliste-révolutionnaire (Mouvement social républicain). Depuis septembre 2014, cette mouvance s'est structurée au sein de l'Alliance pour la paix et la liberté (AFP), présidée par l'homme d'affaires italien Roberto Fiore, qui dirige le parti fasciste/catholique intégriste Forza Nuova.

C'est précisément du passéisme, des références incapacitantes à l'extrême droite historique, du racisme biologique et de l'antisémitisme que veulent se démarquer, dans un souci de normalisation, les formations rassemblées au sein de l'Alliance européenne pour la liberté (AEL), dont le Front national français fait partie. Les membres de l'AEL (FN, FPÖ autrichien, Ligue du Nord italienne, Vlaams Belang flamand, PVV de Geert Wilders), tout comme les Démocrates suédois, forment la sous-famille de l'« extrême droite » possédant le plus solide fonds idéologique commun. La très vaste littérature scientifique existante privilégie pour la définir les trois critères du nationalisme, de l'ethnocentrisme et du positionnement anti-système. Sa capacité à attirer les « perdants de la globalisation » a été mise en avant. On ne saurait oublier sa dimension post-moderne, correspondant à une société atomisée, consumériste, et où les utopies mobilisatrices, qu'elles soient politiques ou religieuses, ont disparu. Cela laisse d'autant plus d'espace pour les bricolages identitaires que, tout en se réclamant de l'idéal européen, les droites conservatrices et libérales n'ont toujours pas clairement donné de définition cohérente de l'homme européen, de son identité et de sa culture.

Nous avons déjà proposé de distinguer, entre les nationaux-populismes, ceux de la prospérité et ceux de la crise. Une telle classification, pour aussi imparfaite qu'elle soit, nous semble plus que jamais d'actualité parce qu'elle rend compte à la fois du succès de l'Aube dorée ou du Jobbik et de celui du Dansk Folkeparti, des Vrais Finnois et même, hors Union européenne, de l'UDC suisse et du Parti du progrès norvégien. Dans ce modèle, le déterminant clé du vote n'est plus l'indicateur objectif de prospérité (PIB par habitant, taux de chômage) mais l'exacerbation du sentiment identitaire. Celui-ci peut conduire les pays prospères à voir se propager le nativisme juridique (préférence nationale) couplé avec l'égoïsme économique (refus des transferts financiers intra-européens) et la demande de maintien du système de protection sociale qui serait mis en danger par la concurrence des immigrés et le « coût » de l'intégration dans l'Union européenne. Dans les pays en crise, ces motivations du vote pour les droites nationalistes radicales existent aussi, mais s'y ajoute le sentiment, dans les classes populaires comme dans une partie de la classe moyenne, du déclin national et individuel, celui-ci s'exprimant par le ressenti d'une perte, réelle ou crainte, du statut social, ainsi que par l'angoisse devant une société où sévit la guerre de tous contre tous, sans que l'État ne garantisse plus l'application de la notion essentielle d'égalité, à bien distinguer de l'égalitarisme. Cette égalité sociale espérée par les électeurs nationaux-populistes (qui est avant tout une égalité de destination et non de situation) enclenche une demande d'État protecteur, d'État filet de protection des plus faibles, notamment vis-à-vis du dogme de la libre concurrence internationale. Et cette demande n'est plus captée par la gauche sociale-démocrate, qui laisse aux droites radicales le quasi-monopole de la volonté de trans-

formation sociale et qui a désormais fait de l'adaptation (au marché, à la globalisation, au multiculturalisme) son maître mot. On objectera que Syriza en Grèce, Podemos en Espagne et, à un moindre degré, les scores du Front de gauche français prouvent la montée en puissance d'une gauche qui n'a pas abandonné l'idée de changer radicalement le cap des politiques économiques et sociales néo-libérales. Il n'en demeure pas moins que le rapport de forces entre cette gauche-là et les nationaux-populismes reste en faveur de ces derniers et que, dans les pays du sud de l'Europe où l'extrême droite est groupusculaire (Espagne, Portugal), cette marginalité est avant tout imputable à leur incapacité à se doter d'un leader charismatique ainsi qu'à l'impossibilité à sortir de la nostalgie des régimes franquiste ou salazariste.

Dans les panoramas des droites, presque personne n'évoque habituellement l'émergence, marginale mais bien réelle, d'un conservatisme assumé, voué prioritairement à la défense des valeurs traditionnelles de la société chrétienne, en particulier la famille, la différenciation des genres et le droit à la vie allant de la conception à la mort naturelle. Force Vie, la liste menée par Christine Boutin (1,2 % en Île-de-France), les Portugais de Pro Vida, les Catholic Democrats irlandais menés par Nora Bennis, les Allemands du Partei Bibeltreuer Christen (0,2 %) ont tenté leur chance sans guère de succès, au contraire de la liste commune des deux partis calvinistes néerlandais, Christen Unie et Staatskundig Gereformeerde Partij (SGP), obtenant deux sièges et un score de 6,8 % (+ 0,9 %). Petit signe tout de même que cette famille se structure : la CU et le SGP sont désormais le pilier d'un European Christian Political Movement (ECPM) qui a le statut de parti européen et compte trois

représentants dans la nouvelle législature. Il ne s'agit là que de la partie, électoralement immergée, d'un mouvement sociétal et idéologique plus profond qui remet en question l'hégémonie traditionnelle de la démocratie chrétienne sur l'électorat des croyants catholiques et protestants. Le « mai 1968 conservateur », qu'évoque le politologue Gaël Brustier¹, est, dans cette optique, une sorte de Contre-Réforme politique qui n'a pas fini de faire bouger les lignes.



De ce panorama on retiendra trois enseignements. Le premier est que les vocables d'« extrême droite » et d'« eurosceptique » deviennent des catégories trompeuses qui doivent être déconstruites et remplacées par une cartographie plus fine, sauf à mal cibler les réponses que la gauche comme la droite doivent apporter aux programmes des partis ici mentionnés et à s'arrêter à une condamnation morale de moins en moins efficace, en plus d'être intellectuellement biaisée. Le deuxième est que le schéma antérieur d'une droite européenne *mainstream*, hégémonique électoralement et divisée entre libéraux, d'une part, conservateurs et démocrates-chrétiens, d'autre part, est obsolète. La droite a éclaté sur les questions de la souveraineté et de l'identité, tout autant que la gauche sur la question du marché. Cela ouvre un champ à des *ovni* politiques transidéologiques (Cinque Stelle de Beppe Grillo) et aux droites radicales post-modernes

qui combinent nationalisme, contestation du mondialisme bien plus que de la mondialisation, apologie de la démocratie directe et antimulticulturalisme. Enfin, l'extrême droite traditionnelle devient un épiphénomène, y compris en Europe orientale : ni le Parti national slovaque, ni Romania Mare ne siègent plus dans le nouveau Parlement, la Ligue des familles polonaises étant morte depuis déjà quelques années. Il faut d'ailleurs se départir de l'idée fautive selon laquelle l'Europe centrale et orientale serait un terrain plus propice au succès ces formations nationalistes radicales que l'Europe occidentale. Les systèmes partisans se montrent plus souples à l'Est, où émergent à presque chaque scrutin de nouveaux partis populistes captant l'électorat protestataire (OLANO en Slovaquie, UPD tchèque, Bulgarie sans censure) et exprimant l'euroscepticisme sans s'inscrire dans la filiation des nationalismes ethnocistes de l'entre-deux-guerres. C'est bien le fonctionnement des démocraties ouest-européennes que le succès des nationaux-populistes interroge aujourd'hui, ainsi que l'échec du projet institutionnel européen à dépasser le cadre d'un espace de libre-échange pour susciter l'adhésion à une Europe politique qui devrait nécessairement dépasser l'État-nation et définir le contenu civilisationnel qui lui servirait de socle.

Jean-Yves Camus.

1. Voir Gaël Brustier, *Le Mai 68 conservateur : que restera-t-il de la Manif pour tous ?*, Éd. du Cerf, 2014.